

ACTION URGENTE

COLOMBIE. DES PARAMILITAIRES MENACENT DE TUER DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

Des paramilitaires prévoient de tuer des membres d'une ONG colombienne, la Commission Justice et paix, et des responsables locaux des bassins des fleuves Curvaradó et Jiguamiandó. Une première attaque a échoué, mais d'autres sont en préparation.

Grâce à un témoin ayant assisté à des conversations entre des hommes d'affaires et des paramilitaires, l'ONG Commission Justice et paix a appris que des personnes projetaient d'assassiner le défenseur des droits humains **Faiver Chimonja** le 2 ou le 3 août, au moment d'un déplacement à Apartadó et Llano Rico, dans le bassin du fleuve Curvaradó. Cet homme a modifié ses plans et évité la mort. Il vit depuis deux ans avec les habitants du bassin du fleuve Curvaradó, dans le nord-ouest du département du Chocó, qui sont revenus sur ces terres.

Manuel Garzón, un avocat appartenant à cette ONG, a été suivi le 1er août, lorsqu'il a quitté son bureau à vélo. L'homme qui le suivait, lui aussi à vélo, lui a dit : « Ne faites pas de vague avec ce que vous faites ». Il semble que les paramilitaires surveillent les membres de l'ONG, qui travaillent avec les populations des bassins des fleuves Curvaradó et Jiguamiandó. Des paramilitaires ont déjà maintenu des défenseurs des droits humains sous surveillance avant de tenter de les tuer.

Un tribunal a estimé, le 30 juillet, que deux hommes d'affaires liés à l'industrie des palmiers à huile étaient responsables du déplacement forcé des habitants des bassins des fleuves Curvaradó et Jiguamiandó et les a condamnés à 125 mois de prison. Ils agissaient de connivence avec des paramilitaires. Manuel Garzón représentait les habitants. Le 25 juin, un témoin a prévenu l'ONG que les deux hommes d'affaires n'étaient prêts ni à aller en prison, ni à rendre les terres, et qu'il y aurait un massacre s'ils étaient condamnés. Ils tueraient non seulement les chefs de file des populations des bassins, mais aussi les membres de l'ONG.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- faites part de votre préoccupation pour la sécurité de Faiver Chimonja, Manuel Garzón et des autres membres de la Commission Justice et paix, ainsi que pour les chefs de file des habitants des bassins des fleuves Curvaradó et Jiguamiandó, et exhortez les autorités à fournir une protection efficace et conforme à leurs souhaits aux personnes qui en feraient la demande ;
- priez-les d'ordonner l'ouverture d'une enquête impartiale et exhaustive sur la tentative de meurtre dont Faiver Chimonja a été la cible et sur les menaces proférées contre Manuel Garzón et d'autres, de rendre les conclusions de l'enquête publiques et de traduire en justice tous les responsables présumés ;
- demandez-leur instamment de démanteler les groupes paramilitaires et de rompre leurs liens avec les forces de sécurité, conformément aux recommandations répétées des Nations unies ;
- rappelez-leur qu'elles doivent respecter l'obligation qui leur est faite, aux termes de la Déclaration des Nations unies de 1998 sur les défenseurs des droits de l'homme, de veiller à ce que les défenseurs des droits humains puissent mener leurs activités sans crainte.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 18 SEPTEMBRE 2013 À :

Président

Presidente Juan Manuel Santos
Presidente de la República, Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-26
Bogotá, Colombie
Fax : +57 1 596 0631

Formule d'appel : Excmo. Sr.

Presidente Santos, / Monsieur le Président,

Ministre de la Défense

Juan Carlos Pinzón
Ministerio de Defensa
Carrera 54, no.26-29
Centro Administrativo Nacional (CAN)
Bogotá, Colombie
Fax : + 57 1 266 1003

Estimado Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,

Copies à :

ONG

Comisión Interreligiosa Justicia y Paz
Calle 61A, No. 17-26
Bogotá
Colombie

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays (adresse(s) à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

COLOMBIE. DES PARAMILITAIRES MENACENT DE TUER DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

La Commission interecclésiastique Justice et paix soutient la cause des communautés afro-colombiennes et indigènes installées dans les bassins des fleuves Curvaradó et Jiguamiandó, qui essaient de récupérer leurs terres. Dans ces régions, des paramilitaires occupent les terres de plusieurs communautés afro-colombiennes et tentent de forcer celles-ci à planter des palmiers à huile, culture commerciale servant à fabriquer divers produits qui vont de l'huile de cuisson au savon. Par ailleurs, de puissantes entreprises minières tentent de s'implanter au même endroit.

Au cours des dernières années, de nombreuses personnes qui avaient fui leurs terres après en avoir été violemment expulsées par les paramilitaires et les forces de sécurité à la fin des années 1990 sont revenues s'installer au sein des communautés afro-colombiennes dans les bassins des fleuves Curvaradó et Jiguamiandó. Ces communautés ont cherché à défendre leurs droits fonciers et à empêcher l'expansion des plantations illégales de palmiers à huile et d'autres activités économiques sur leur territoire. Pour cette raison, nombre de leurs membres ont été menacés et tués. Malgré les ordonnances répétées de la Cour constitutionnelle, les terres n'ont pas été rendues à ces populations.

Au cours des dernières années, plusieurs habitants de la région du Curvaradó et du Jiguamiandó qui se sont plaints de l'occupation de leurs terres par des cultivateurs de palmiers à huile et d'autres agents économiques ont été tués par des paramilitaires, qui continuent à maintenir une forte présence dans la région, bien que l'armée y soit largement déployée. La 17^e brigade a récemment construit une nouvelle base militaire dans la région. Des membres du 54^e bataillon de la brigade ont été vus en compagnie d'un chef paramilitaire bien connu de la région.

En avril 2006 a été créée la première d'une série de « zones humanitaires », des lieux clôturés dont les habitants réclament que les parties au conflit acceptent leur décision de rester neutres. C'est un moyen pour eux de se protéger et d'envoyer un message aux belligérants pour leur signifier que les droits des civils doivent être respectés.

Les actions de la Commission interecclésiastique Justice et paix en faveur des droits de ces communautés et son travail dans des affaires importantes visant à dénoncer l'impunité dont bénéficient des membres hauts placés des forces de sécurité ont valu aux membres de l'ONG d'être menacés et attaqués.

Noms : Faiver Chimonja (h), Manuel Garzón (h), les autres membres de l'ONG Commission Justice et paix, et les chefs de file des communautés vivant dans les bassins des fleuves Curvaradó et Jiguamiandó

(hommes et femmes)

AU 215/13, AMR23/036/2013, 7 août 2013